

L'industrie des machines entrevoit une amélioration variable

À la suite des divers confinements dans le monde, l'industrie des machines en Suisse a souffert l'an dernier, car elle dépend beaucoup des exportations. La branche reprend toutefois quelques couleurs. Des signaux encourageants se manifestent, même si la prudence reste le mot d'ordre de la fédération, qui présentait ses résultats le 24 février dernier.



LES AFFAIRES DE L'INDUSTRIE DES MACHINES, des équipements électroniques et des métaux ont plongé en 2020. Un léger rebond a néanmoins été constaté depuis l'automne.

FLAVIA GIOVANNELLI

Avec un chiffre d'affaires en baisse de 9,8% et des exportations essayant une perte de 7,6 milliards de francs, l'industrie MEM (machines, équipements électroniques et métaux) a vécu un dernier exercice annuel difficile. «Il faut garder en tête que ce résultat négatif fait suite à une année 2019 qui marquait déjà un fléchissement, entraînant une contraction de l'outil de production et de l'emploi», explique Philippe Cordonier, directeur romand de Swissmem. Avant l'arrivée de la crise sanitaire, les maux principaux étaient monétaires, avec un franc trop fort face à l'euro et au dollar. Le coup d'arrêt brutal au printemps 2020 a fait plonger la marche des affaires de façon inédite,

avec une chute des capacités de production de 77% au troisième trimestre 2020. «Pendant toute cette période, les entreprises ont subi des restrictions de voyages et des quarantaines, ce qui a compliqué les tâches qui doivent être assurées sur place et le service après-vente. Beaucoup d'entre elles ont heureusement trouvé des solutions, grâce à des structures sur place ou avec le soutien de partenaires», remarque Philippe Cordonier.

DES SIGNES D'ESPOIR

Pour la suite, Swissmem souligne le léger rebond qui s'est manifesté depuis l'automne. Le fait que le Conseil fédéral ait permis aux entreprises MEM de continuer à travailler, ainsi que les mesures de soutien et surtout les RHT (chômage par-

tiel), ont permis de conserver un personnel hautement qualifié. Sachant que l'industrie suisse mise beaucoup sur un savoir-faire de pointe, ce capital humain joue un rôle clé et il fallait le préserver. Ensuite, l'industrie MEM est très diversifiée: «Ceux qui travaillent pour l'automobile ou l'aéronautique ont beaucoup souffert l'an dernier. Mais d'autres secteurs, comme ceux en lien avec les télécommunications, l'informatique ou les medtechs, ont fait mieux que résister. D'autres encore ont pris l'initiative de chercher d'autres débouchés pour mieux accompagner les changements. Par exemple, des fournisseurs d'outils de précision pour l'horlogerie ont pu se rabattre sur les medtechs.

Avec les perspectives d'une sortie prochaine de la crise

sanitaire et un rebond marqué de certains marchés, surtout la Chine, ce début d'année s'avère actif pour la branche. Les experts se fient à l'indice PMI, qui s'attache au sentiment donné par les directeurs d'achats, pour imaginer de meilleures perspectives en 2021. Swissmem précise toutefois que la reprise se manifestera dans un délai variable à cause des éléments qui interviendront. Ceux-ci concernent à la fois le positionnement de chacun, mais aussi les décisions politiques et les conditions cadre. Il faudra également veiller à ce que le chômage dans la branche ne s'aggrave pas. «C'est pour cela que nous soutenons le projet de prolonger les RHT de dix-huit à vingt-quatre mois», conclut Philippe Cordonier. ■

Les formations santé-social plébiscitées par les diplômés

Ils sont globalement satisfaits de leur formation, continuent en très grande majorité à travailler dans le domaine et près de trois quarts d'entre eux ont progressé professionnellement ou financièrement.

Cinq ans après avoir obtenu une AFP (attestation fédérale de capacité) ou un CFC (certificat fédéral de capacité) du domaine santé-social à Genève, 90% des personnes travaillent encore dans le domaine et une proportion identique est satisfaite de sa formation. C'est ce que montre une étude menée par l'OrTra santé-social, en charge de la formation dans ces domaines, et le cabinet Phronesis Consulting, sur mandat du canton. Ils ont envoyé un questionnaire à mille sept cents personnes diplômées entre 2015 et 2019, pour un taux de réponse de 60%.

Parmi les personnes interrogées, seul 1,2% se trouve en situation de précarité socio-pro-



NONANTE POUR CENT DES DIPLÔMÉS du domaine santé-social à Genève sont sereins concernant leur avenir professionnel.

fessionnelle en ayant atteint leur fin de droit de chômage. Pour les personnes en emploi, environ 70% sont toujours chez le même employeur, dans la même fon-

ction ou dans le même poste. La plupart d'entre elles (72%) ont connu une valorisation financière ou obtenu une responsabilité plus élevée. Parmi celles

et ceux qui ont changé d'employeur depuis la qualification, près de deux tiers occupent un emploi dans le même secteur. Pour 90% des répondants, l'avenir professionnel est consolidé et apparaît comme serein. Ces personnes se sont d'ailleurs senties confortées dans leur choix professionnel. Moins d'un tiers des personnes interrogées disent que leur taux d'occupation a été significativement impacté par la pandémie. Une très grande majorité des postes ont été retrouvés après le premier confinement, et la pandémie de Covid-19 n'a pas eu d'effet significatif sur l'employabilité de cette cohorte. **Direction générale de la santé/Ré**

LUDANS

Neue Zürcher Zeitung

Cas de rigueur: en fait-on trop...

Le programme d'aide aux entreprises dites cas de rigueur ne cesse de s'étendre et dépasse largement le cadre fixé à la base, estime la *Neue Zürcher Zeitung*. Il visait initialement à aider des entreprises saines (*lebensfähig*) avant la pandémie. Or, il est probablement aussi venu au secours d'entreprises qui n'étaient pas dans ce cas – en témoigne la baisse du nombre de faillites en 2020 par rapport aux années précédentes. «Les aides corona cimentent ainsi une structure économique qui devra par la suite s'adapter de manière accélérée», juge le quotidien. De plus, la Confédération ne cesse de vouloir étendre le programme, par exemple aux grandes entreprises, pour lesquelles il est pourtant plus facile de basculer vers le numérique ou d'accéder au marché des capitaux. Enfin, les aides ne devraient être accordées qu'aux entreprises ayant épuisé leurs réserves, ce qui n'est pas le cas, juge le quotidien. (06.03.21)

Blick

...ou pas assez...

«Nous n'avons pas encore touché un centime.» C'est ce que déclare le patron d'une entreprise thurgovienne exploitant douze restaurants dans six cantons. Elle correspond pourtant aux critères définis par la Confédération pour recevoir des aides dites pour cas de rigueur: les restaurants ont dû rester fermés plus de quarante jours depuis début novembre. Problème: la structure de la société ne correspond pas au modèle sous-jacent des formulaires de demande, conçus pour les petites entreprises. Les établissements constituent en effet les filiales d'un même groupe et pas des entités indépendantes. «Je ne peux pas montrer sur le formulaire comment nous fonctionnons réellement dans notre entreprise et les mécanismes de compensation ne s'appliquent donc pas», déplore le patron. Même problème pour le patron d'une entreprise de restauration saint-galloise, qui comprend sept filiales dans deux cantons. «Je n'ai que mille caractères à disposition sur le formulaire pour décrire l'ensemble de ma situation», explique le patron. «Cela ne suffit pas pour mon entreprise.» De plus, le plafond des aides (sept cent cinquante mille francs à Saint-Gall, cinq cent mille en Thurgovie), représente peu de choses pour des entreprises ayant des chiffres d'affaires pouvant se chiffrer en dizaines de millions de francs. (06.03.21)

Luzerner Zeitung

...avec trop peu de moyens?

La *Luzerner Zeitung* souligne pour sa part que le montant des aides à disposition du canton d'Obwald est encore insuffisant. Un paquet déjà adopté met sept millions de francs à disposition du canton pour indemniser les entreprises concernées. «Cependant, rien que dans la gastronomie, on estime les besoins à vingt millions de francs», remarque le quotidien, faisant écho au Conseiller d'Etat en charge de l'économie. Une augmentation des moyens est en discussion au parlement fédéral; elle permettrait de faire passer à vingt-quatre millions de francs les moyens à disposition du canton, dont les deux tiers seraient accordés aux bénéficiaires sous forme d'aides à fonds perdus. Il pourrait cependant subsister une lacune: les hôtels. Contrairement aux restaurants, ils n'ont pas été contraints de fermer en vertu des mesures sanitaires mais n'en ont pas moins accusé des baisses massives de chiffre d'affaires. Le Conseil d'Etat obwaldien part du principe que ces établissements seront indemnisés par la réserve fédérale, destinée à aider les cantons particulièrement touchés. (05.03.21)

Make-A-Wish
SWITZERLAND

Nous réalisons les rêves d'enfants gravement malades en Suisse

Faire un don: IBAN CH26 0027 9279 2794 5940Y
makeawish.ch